

1. Conclusion du Contrat

1.1 Les présentes Conditions Générales d'Achats (ci-après les « **CGA** ») régissent exclusivement les relations contractuelles entre AUMOVIO France S.A.S. (ci-après « **l'Acheteur** ») et le Fournisseur (ci-après, désignés individuellement la « **Partie** » et ensemble les « **Parties** ») pour tout achat de biens corporels ou incorporels et/ou toute prestation de services (désignés ci-après ensemble "**Produits**" ou "**Prestations**") entre l'Acheteur et le Fournisseur.

1.2 Les éventuelles « *conditions spécifiques* » convenues par écrit entre l'Acheteur et le Fournisseur qui seraient contraires aux stipulations des présentes CGA, prévalent sur lesdites CGA.

1.3 La conclusion du contrat est conditionnée par (i) l'acceptation et le respect par le Fournisseur du Code de Conduite des Partenaires Commerciaux de l'Acheteur accessible à l'adresse suivante www.aumovio.com/suppliers, (ii) l'émission d'une commande par l'Acheteur et (iii) les présentes CGA, constituant ensemble le contrat (ci-après le « **Contrat** ») . Sauf stipulation contraire, toute correspondance devra être adressée au Département Achats de l'Acheteur. Tout engagement obtenu d'un département de l'Acheteur autre que le Département Achats de l'Acheteur devra faire l'objet d'une confirmation écrite dudit Département Achats sous peine de nullité dudit engagement.

1.4 A défaut de la réception par l'Acheteur d'un refus écrit du Fournisseur dans la semaine suivant leur réception, les commandes seront réputées acceptées par le Fournisseur.

1.5 Le Fournisseur s'engage à fournir à l'Acheteur, sans délai et dans tous les cas avant la conclusion du Contrat, toutes les informations utiles ayant un lien direct et nécessaire avec le Contrat ainsi qu'avec les Produits et/ou les Prestations.

2. Prix

Les prix ayant fait l'objet d'un accord sont fermes et non révisables. Ils ne pourront pas être modifiés et toute application de l'article 1195 du Code Civil est expressément exclue. Les prix sont hors taxes. Sauf stipulation contraire, ils seront réputés inclure le conditionnement, les droits de douanes, les formalités d'importation et d'exportation, les frais de transport, d'assurance et de déchargement jusqu'au lieu d'utilisation désigné par l'Acheteur.

3. Facturation et paiement

3.1 Le Fournisseur s'engage à se conformer à ses obligations légales et réglementaires en matière de facturation. Les factures doivent être émises dans la monnaie acceptée par les Parties, à la livraison ou lors de la réalisation de la Prestation. Lorsque les livraisons ou Prestations effectuées couvrent une période donnée, le Fournisseur peut émettre une facture récapitulative ou périodique au sens de l'article 289 du Code Général des Impôts ; auquel cas, elle sera établie au plus tard à la fin du mois concerné. Les factures doivent être adressées à l'attention du Service Comptabilité ; elles indiqueront les numéros, dates et références des bons de commande auxquels elles se rapportent.

3.2 Sauf stipulation contraire, les paiements seront effectués par virement bancaire au plus tard soixante (60) jours nets à compter de la date d'émission de la facture ou quarante-cinq (45) jours nets à compter de la date d'émission de facture lorsque la facture est récapitulative ou périodique, sous réserve que l'émission de la facture intervienne à la livraison ou lors de l'exécution de la Prestation.

3.3 Sauf stipulation particulière contraire, aucun acompte sur le prix ne sera versé par l'Acheteur.

3.4 Le paiement par l'Acheteur de la facture du Fournisseur ne sera pas considéré comme une acceptation de la bonne exécution du Contrat.

3.5 Tout paiement peut être suspendu par l'Acheteur si le Fournisseur ne se conforme pas à ses obligations.

3.6 En cas de retard de paiement, le taux de pénalité de retard sera égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal. En outre, l'Acheteur devra payer une indemnité forfaitaire de quarante (40) Euros pour frais de recouvrement.

3.7 Pour l'achat d'équipements ou d'outillages, l'Acheteur pourra effectuer une retenue de garantie de 10% du prix de ces équipements ou outillages qui pourra être remplacée au choix de l'Acheteur par une garantie bancaire à première demande, valable jusqu'à la fin de la garantie contractuelle.

4. Livraison

4.1 Les Produits sont livrés conformément à l'INCOTERMS® 2020 négocié entre les Parties, au lieu d'utilisation des Produits tel que déterminé par l'Acheteur.

4.2 L'Acheteur pourra rejeter ou accepter une livraison d'un nombre de Produits ne correspondant pas à la demande qu'il soit inférieur ou supérieur.

5. Dates de Livraison, Retards, Inexécution

5.1 Le Fournisseur informera immédiatement l'Acheteur dès qu'il a connaissance de son impossibilité de respecter les dates de livraison des Produits ou de réalisation des Prestations agréées quelle qu'en soit la cause. Cette information n'exonère en rien le Fournisseur des conséquences résultant d'une mauvaise exécution de ses obligations contractuelles.

5.2 Si le Fournisseur ne livre pas les Produits ou ne réalise par la Prestation à la date agréée, l'Acheteur pourra, si le contexte le permet, donner au Fournisseur un délai supplémentaire raisonnable pour effectuer la livraison, réaliser les Prestations ou solliciter une réduction proportionnelle du prix. Si le Fournisseur manque à nouveau à son obligation contractuelle à la nouvelle date arrêtée, l'Acheteur pourra désigner un tiers pour effectuer en lieu et place du Fournisseur, et à ses frais, la livraison des Produits ou la Prestation et pourra résilier le Contrat pour faute du Fournisseur.

5.3 Les dispositions du présent article n'affectent pas les recours de droit commun que l'Acheteur se réserve le droit d'invoquer.

5.4 D'un commun accord entre l'Acheteur et le Fournisseur, toute clause de réserve de propriété ayant pour objet de subordonner le transfert de la propriété des Produits au paiement de tout ou partie du prix est exclue.

5.5 Le Fournisseur se conformera aux spécifications de l'Acheteur et aux normes et réglementations en vigueur applicables en matière d'emballage, de conditionnement des Produits (y inclus l'étiquetage) et de tous documents d'accompagnement y afférents.

5.6 En cas d'inexécution ou de défaut d'exécution du Contrat, et plus généralement des obligations du Fournisseur, huit (8) jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, l'Acheteur pourra à sa discrétion résilier la commande ou la faire exécuter lui-même aux frais du Fournisseur, sans préjudice des dommages et intérêts que l'Acheteur serait en droit de réclamer.

Le Fournisseur ne sera pas tenu pour responsable vis-à-vis de l'Acheteur en cas de non-exécution ou de retard dans l'exécution d'une obligation prévue par le présent Contrat causé par la survenance d'un cas de force majeure qui s'entend comme un événement extérieur au Fournisseur et qui remplit les conditions de l'article 1218 du Code Civil. Le Fournisseur dont l'exécution est empêchée par la survenance d'un cas de force majeure devra immédiatement avertir l'Acheteur.

Le cas de force majeure suspend les obligations à la charge des Parties pendant toute la durée de son existence. Toutefois, si le cas de force majeure a une durée supérieure à quinze (15) jours consécutifs, le Contrat pourra être résilié de plein droit par l'Acheteur, quinze (15) jours après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception.

6. Certificat d'Origine, Restrictions à l'Exportation

6.1 A la demande de l'Acheteur, le Fournisseur lui communiquera dans les meilleurs délais les certificats d'origine, documents et informations associés dûment complétés et signés. Cette obligation vaut aussi pour les documents relatifs à la TVA quand les Produits fournis sont fabriqués dans l'Union Européenne ou proviennent d'un pays autre que la France.

6.2 Le Fournisseur informera immédiatement l'Acheteur si le Produit qu'il doit livrer est couvert par une restriction à l'exportation quel que soit le pays qui en est à l'origine.

7. Garantie

7.1 Les Produits et/ou Prestations seront exempts de défauts et conformes au cahier des charges de l'Acheteur ainsi qu'à l'usage auquel l'Acheteur les destine.

7.2 Les Produits et/ou Prestations du Fournisseur seront conformes à l'état de l'art et le Fournisseur informera l'Acheteur de toute possibilité d'amélioration ou de modification. Le Fournisseur garantit à l'Acheteur la stricte application des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment françaises et communautaires, des exigences qualité et des normes applicables.

7.3 Sauf stipulation contraire prévue au Contrat, les Produits et les Prestations du Fournisseur sont garantis, selon les dispositions des paragraphes 7.1 et 7.2 ci-dessus, douze (12) mois à partir de la date de leur livraison ou de leur réalisation.

7.4 Le Fournisseur réparera à ses frais tout défaut affectant le Produit et/ou résultant de la mauvaise réalisation de la Prestation. Si la réparation et/ou la réalisation de la Prestation s'avère(nt) impossible(s) ou s'il n'est pas raisonnable pour l'Acheteur de les accepter, dans la mesure où les conditions le permettent raisonnablement, l'Acheteur donnera la possibilité au Fournisseur de remplacer les Produits défectueux par des Produits exempts de tout défaut et/ou de réaliser la Prestation une seconde fois dans les meilleurs délais. Ce qui précède est sans préjudice de tout autre recours ou droit dont dispose l'Acheteur en vertu du système de droit applicable.

7.5 Dans les cas urgents ou si le Fournisseur ne se conforme pas à son obligation contractuelle (soit par ses soins ou celui d'un sous-traitant) l'Acheteur pourra, aux frais du Fournisseur et après l'en avoir informé, confier cette exécution à un tiers. L'information préalable du Fournisseur n'est pas requise en cas d'urgence notamment lorsque l'exécution est engagée pour prévenir ou limiter un dommage. Nonobstant ce qui précède, les obligations de garantie du Fournisseur restent pleines et entières sauf quand le défaut est directement et exclusivement causé par l'Acheteur ou un tiers.

7.6 Si la réparation du Produit et/ou la réalisation de la Prestation est impossible ou que son acceptation par l'Acheteur est irraisonnable, l'Acheteur sera habilité à résilier le Contrat ou à réduire le prix des Produits et/ou des Prestations selon les critères de valorisation déterminés par l'Acheteur et le Fournisseur.

7.7 Le recours en garantie contractuelle de l'Acheteur n'est soumis à aucun délai courant à compter de la notification du défaut (ou de la connaissance du défaut par l'Acheteur) et l'Acheteur pourra exercer ce recours en garantie à tout moment pendant la période de garantie définie au paragraphe 7.3.

7.8 Les dispositions de cet article 7 sont sans préjudice de l'application des dispositions légales.

8. Qualité

8.1 Le Fournisseur mettra en place, maintiendra et documentera un système d'assurance qualité, conforme à l'état de l'art et pertinent dans sa nature et son étendue pour les Produits et/ou Prestations.

8.2 Dans le cas où le Fournisseur serait amené à intervenir sur le site de l'Acheteur, la validité du contrat de fourniture sera expressément conditionnée à la justification préalable par le Fournisseur de la mise en place d'un système d'élaboration des plans de prévention d'un niveau de qualité équivalent à celui du groupement d'intérêt économique « Qualité Entreprises » (RCS Périgueux 392 670 501).

8.2 Le Fournisseur autorise l'Acheteur à effectuer des audits qualité ou de suivi dans ses locaux pour vérifier la conformité du système qualité aux exigences contractuelles selon des modalités à déterminer. Ces audits pourront être conduits par l'Acheteur ou un de ses représentants avec la participation, en tant que de besoin, du client de l'Acheteur.

9. Travaux et prestations exécutés dans les locaux de l'Acheteur

Lorsque le Contrat est exécuté en tout ou partie au sein des locaux de l'Acheteur ou d'un tiers désigné par l'Acheteur, son exécution s'effectuera intégralement aux risques et périls du Fournisseur, même dans le cas où celui-ci aurait confié l'exécution du Contrat à des tiers, avec l'accord préalable de l'Acheteur. Le Fournisseur prendra ou fera prendre toute mesure utile conformément aux dispositions légales et autres prescriptions en vigueur au sein desdits locaux.

Le Fournisseur s'engage à respecter toutes les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment celles relatives aux entreprises intervenantes et à la lutte contre le travail clandestin ; à ce titre le Fournisseur s'engage à justifier auprès de l'Acheteur de l'acquittement de ses obligations fiscales et sociales. Le Fournisseur répond des dommages aux personnes et aux biens résultant de ses prestations. A la demande de l'Acheteur, le Fournisseur fournira une attestation d'assurance couvrant les conséquences qui pourraient résulter de l'exécution de ses prestations, notamment au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

10. Responsabilité du Fait des Produits et/ou des Prestations

10.1 Si l'Acheteur fait l'objet d'un recours en responsabilité lié à la défectuosité des Produits et/ou la mauvaise réalisation des Prestations, que ce recours soit régi par le droit français ou par le droit d'un pays tiers, le Fournisseur tiendra l'Acheteur indemne de tout dommage dans la mesure où le Fournisseur aurait été réputé responsable si le recours avait été exercé directement contre lui. Cela n'affecte en rien la responsabilité contractuelle du Fournisseur vis-à-vis de l'Acheteur.

10.2 Les coûts subis par l'Acheteur du fait des mesures préventives prises pour éviter ou limiter un dommage (par exemple actions de rappel) lié à la défectuosité des Produits du Fournisseur et/ou la mauvaise réalisation des Prestations seront supportés par le Fournisseur dans la mesure de sa responsabilité conformément au droit applicable.

10.3 L'Acheteur informera le Fournisseur de son intention de formuler un recours à son encontre en application des paragraphes 10.1 et 10.2. L'Acheteur donnera au Fournisseur l'opportunité d'analyser le dommage et de discuter de toutes actions à mettre en œuvre.

10.4 Le Fournisseur indemniserà l'Acheteur pour l'ensemble du préjudice subi quel que soit sa nature ou son montant dans la mesure où il en est à l'origine.

11. Garantie de Non-Eviction

11.1 Le Fournisseur garantit que les Produits et/ou leur usage ne violent pas la propriété intellectuelle ou industrielle de tiers. En cas de violation de ces droits, le Fournisseur est pleinement responsable et supporte la charge financière qui découle des actions de tiers contre l'Acheteur.

11.2 Le paragraphe 11.1 est inapplicable dans la mesure où le Fournisseur a fabriqué les Produits conformément aux plans, modèles ou à d'autres informations imposées par l'Acheteur sauf si le Fournisseur avait connaissance ou aurait pu raisonnablement savoir que cette conformité entraînait la violation de droits de tiers.

11.3 A compter du moment où ils en auront connaissance, l'Acheteur et le Fournisseur s'informeront de la violation potentielle ou alléguée de droits de tiers et décideront ensemble de la conduite à tenir.

11.4 Le Fournisseur informera l'Acheteur des droits, publiés ou non, ou des demandes d'obtention de droits de propriété intellectuelle ou industrielle dont il est titulaire ou détenteur en vertu d'un accord de licence, couvrant les Produits.

12. Plans, Documents et Matériel mis à la disposition du Fournisseur.

12.1 Les plans et autres documents, dispositifs, modèles, outillages, Outillages Spécifiques et matériels (ci-après "Matériel") mis à la disposition du Fournisseur par l'Acheteur pour la bonne exécution du Contrat restent la propriété de l'Acheteur.

12.2 Par « Outillages Spécifiques » il faut entendre les outils spécifiques commandés par l'Acheteur et fabriqués par le Fournisseur ou sous sa responsabilité, qui doivent être utilisés par le Fournisseur uniquement pour la fabrication de pièces commandées par l'Acheteur.

12.3 Le Matériel ne sera pas détruit ou mis à la disposition de tiers (par exemple à des fins de fabrication) sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur. En outre, il sera utilisé uniquement pour les besoins identifiés au Contrat. Pendant la durée du Contrat, le Matériel sera sous la garde du Fournisseur qui supportera les coûts y afférents (y compris d'entretien et d'assurance).

12.4 Le Fournisseur devra restituer immédiatement à l'Acheteur le Matériel, après exécution du Contrat, à moins que l'Acheteur n'en demande une restitution antérieure. Le Fournisseur détruira toute copie qu'il en aura effectuée pour les besoins exclusifs du Contrat.

12.5 La maintenance préventive et le remplacement de tout ou partie du Matériel seront effectués conformément aux accords entre le Fournisseur et l'Acheteur.

13. Propriété intellectuelle sur les Produits livrés et les Prestations réalisées.

Il est expressément convenu entre les Parties que le prix convenu inclut la cession et le transfert à l'Acheteur de tous les plans, procédés, inventions, logiciels spécifiques, informations et biens produits dans le cadre du Contrat, et ceci quel que soit leur support. Par conséquent, le Fournisseur cède et transfère à titre exclusif à l'Acheteur l'intégralité des droits de propriété intellectuelle et industrielle y afférents, pour le monde entier, pour la durée de validité desdits droits et sans limitation d'aucune sorte, de tirage, d'utilisation, de diffusion ou de rediffusion.

Ces droits comprennent les droits :

- de reproduction, représentation, publication, par tous moyens, sur tous supports et tous lieux
- de modification, de maintenance, de correction, d'incorporation à d'autres créations, de transcriptions, traduction, d'évolution ou d'adaptation des travaux réalisés, de création d'œuvres dérivées,
- d'utilisation, de commercialisation et d'exploitation sous quelques formes que ce soit, avec possibilités de céder ou concéder des licences sur les droits ainsi cédés.

Le Fournisseur transmettra à l'Acheteur toute information ou document nécessaire pour déposer une demande de droits de propriété industrielle ou intellectuelle de quelque nature qu'ils soient.

14. Confidentialité.

Le Fournisseur considérera le Contrat comme confidentiel et à ce titre ne pourra le porter à la connaissance de tiers ou leur indiquer qu'il est Fournisseur de l'Acheteur sauf acceptation préalable écrite de l'Acheteur.

Le Fournisseur s'engage à garder confidentielles toutes les informations qui lui sont communiquées par l'Acheteur ou auxquelles il a eu accès et à prendre notamment toutes mesures pour que celles-ci ne soient ni transmises, ni dévoilées à un tiers. Cette obligation de confidentialité sera maintenue pendant toute la durée d'exécution du Contrat ainsi que pendant une durée de cinq (5) années au-delà de celle-ci. Dans la mesure où certains tiers, notamment les sous-traitants agréés par l'Acheteur, ont besoin des informations confidentielles de ce dernier pour exécuter le Contrat, l'Acheteur pourra par écrit et préalablement autoriser leur communication dans la limite et pour la durée des tâches qui leur seront confiées.

15. Résiliation du Contrat

Le Contrat peut être résilié en tout ou partie par l'Acheteur si le Fournisseur ne se conforme pas à l'une de ses obligations dans les quinze (15) jours calendaires suivant la réception d'une lettre de mise en demeure de l'Acheteur ou si le client de l'Acheteur résilie ou abandonne le programme pour lequel l'Acheteur a commandé les Produits au Fournisseur. En cas de résiliation pour faute, le Fournisseur remboursera à l'Acheteur le préjudice subi. En cas de résiliation ayant pour origine une décision du client de l'Acheteur, la responsabilité de l'Acheteur sera limitée au paiement des Produits fabriqués ou Services réalisés par le Fournisseur conformément au Contrat jusqu'à la date de résiliation.

16. Données Personnelles

16.1 Chaque Partie s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de données personnelles, et notamment celles du règlement de l'Union européenne n°2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Le Fournisseur garantit à l'Acheteur être en conformité avec l'ensemble des règles dont le respect lui incombe en matière de traitement des données personnelles qu'il sera amené à traiter dans le cadre du Contrat. A ce titre, il garantit notamment :

- un traitement conforme aux instructions de l'Acheteur, aux finalités et à la destination déterminées et à des normes de sécurité adéquates, au consentement requis et à une durée de conservation nécessaire à sa réalisation;
- l'exercice des droits des personnes concernées et la communication sans délai à l'Acheteur de toute violation de données ;
- un recours à la sous-traitance conditionné par l'accord préalable et écrit de l'Acheteur, étant précisé que toute sous-traitance devra faire l'objet d'un accord écrit entre le Fournisseur et le sous-traitant, imposant à ce dernier les mêmes obligations que celles incombant au Fournisseur vis-à-vis de l'Acheteur, le Fournisseur restant pleinement responsable envers l'Acheteur de tout manquement du sous-traitant.

16.2 Les personnes concernées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition du traitement et de réclamation auprès de la CNIL.

16.3 Toute évolution en matière de protection des données, qui pourrait donner lieu à un renforcement des obligations des Parties, sera mise en œuvre dans les meilleurs délais par ces dernières et à leurs propres frais.

16.4 Dans le cas où l'objet du Contrat est un traitement de données personnelles, les Parties s'engagent à conclure un contrat distinct de traitement des données.

16.5 Au terme du Contrat et sauf disposition légale ou contractuelle contraire, le Fournisseur s'engage à détruire ou à restituer immédiatement à l'Acheteur l'ensemble des données personnelles traitées dans le cadre du Contrat.

16.6 En cas de question sur ce sujet ou pour exercer ces droits, les personnes concernées peuvent contacter le DPO de l'Acheteur à l'adresse électronique suivante : dpoautomotivefrance@aumovio.com

17. Divers

17.1 Toute cession par le Fournisseur de ses droits ou obligations est soumise à l'accord préalable écrit de l'Acheteur.

17.2 La nullité d'une disposition du Contrat n'affecte pas la validité des autres dispositions de ce Contrat. En outre, en cas de nullité du Contrat pour quelque raison que ce soit, celle-ci n'entraînera pas la restitution des Prestations déjà exécutées.

17.3 Le Contrat ne pourra être effectué en tout ou partie par un sous-traitant du Fournisseur sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur. Le Fournisseur s'engage à faire respecter tous ses engagements vis-à-vis de l'Acheteur par ses sous-traitants, mais il restera pleinement responsable de l'exécution du Contrat face à l'Acheteur.

17.4 Les Parties agissent en toute indépendance l'une de l'autre et conviennent que ni le Contrat ni une commande ne pourront créer une quelconque dépendance économique d'une Partie vis-à-vis de l'autre.

18. TRIBUNAL COMPETENT - DROIT APPLICABLE

18.1 TOUT DIFFEREND RELATIF A LA PASSATION, L'INTERPRETATION, L'EXECUTION OU LA CESSATION DU CONTRAT SERA DE LA COMPETENCE EXCLUSIVE DES JURIDICTIONS DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

18.2 LE CONTRAT SERA REGI PAR LE DROIT FRANÇAIS (i) A L'EXCLUSION DE SES REGLES DE CONFLIT DE LOIS (ii) ET DE LA CONVENTION DE VIENNE SUR LA VENTE INTERNATIONALE DE MARCHANDISES DU 11 AVRIL 1980.

18.3 NONOBTANT CE QUI PRECEDE, SI UN "STRATEGIC SUPPLIER CONTRACT" (« ACCORD CADRE DE FOURNITURE ») AYANT VOCATION A REGIR LA RELATION COMMERCIALE AU NIVEAU GROUPE ENTRE LE FOURNISSEUR ET L'ACHETEUR EXISTE, ET SI LA RELATION D'AFFAIRES OBJET DE LA COMMANDE INCLUT UN ELEMENT D'EXTRANEITE, LA JURIDICTION COMPETENTE ET LE DROIT APPLICABLE A LA COMMANDE SERONT CEUX PREVUS DANS LE-DIT « STRATEGIC SUPPLIER CONTRACT ».

1. Conclusion of Contract

1.1 These General Terms and Conditions of Purchase (hereafter the “**GTC**”) have been agreed between AUMOVIO France S.A.S. (hereafter the “**Buyer**”) and the Supplier (hereinafter referred to individually as a “**Party**” and collectively as the “**Parties**”) for the purchase of tangible or intangible goods, products and/or any service (hereafter referred to as “**Products**” or “**Services**”) between the Buyer and the Supplier.

1.2 Any “**Special Terms**” agreed in writing between the Buyer and the Supplier which are contrary to the stipulations of these GTC will prevail over the aforesaid GTC.

1.3 The conclusion of the contract is determined by (i) acceptance of and respect for the Business Partner Code of Conduct of the Buyer available at the following address: www.aumovio.com/suppliers, (ii) the issue of an order by the Buyer and (iii) these GTC, together constituting the contract (hereafter the “**Contract**”). Unless otherwise stated, all correspondence should be addressed to the Purchasing Department of the Buyer. Any commitment from a department of the Buyer other than the Purchasing Department of the Buyer must be confirmed in writing by the said Purchasing Department; otherwise said commitment will be invalid.

1.4 Unless the Buyer receives a written refusal from the Supplier within a week of receipt of an order, it will be considered that the order has been accepted by the Supplier.

1.5 The Supplier undertakes to provide the Buyer with all useful information that has a direct and necessary link with the Contract, as well as with the Products and/or Services. This should be done without delay and in all cases before the conclusion of the Contract.

2. Prices

The prices that have been agreed are firm and not revisable. They shall not be modified, and any application of Article 1195 of the French Civil Code is expressly excluded. Prices are before taxes. Unless otherwise stated, they are deemed to include packaging, customs duties, import and export formalities, transport costs, insurance and unloading at the place of use specified by the Buyer.

3. Payment

3.1 The Supplier undertakes to comply with its legal and regulatory obligations regarding invoicing. Invoices must be issued in the currency agreed upon by the Parties, upon delivery or completion of the Service. When the deliveries or Services performed cover a given time period, the Supplier may issue a summary or periodic invoice within the meaning of Article 289 of the General Tax Code; in which case, such invoice will be established by the end of the month concerned at the latest. The invoices must be sent to the attention of the Accounting Department. They should specify the relevant numbers, dates and purchase order references.

3.2 Unless otherwise stated, payments shall be made by bank transfer within sixty (60) days maximum of the date of the invoice or forty-five (45) days net from the date of issue of the invoice when the invoice is summary or periodic, on condition that the invoice is issued on delivery or completion of the Service.

3.3 Unless expressly stated otherwise, no down-payment will be paid by the Buyer.

3.4 Payment of the Supplier’s invoice by the Buyer shall not be considered as acceptance of the correct execution of the Contract.

3.5 Any payment may be suspended by the Buyer if the Supplier does not comply with its contractual obligations.

3.6 In the event of late payment, the interest rate for late payment shall be equal to three times the legal interest rate in force in France. In addition, the Buyer shall be obliged to pay a lump sum compensation of forty (40) Euros for recovery costs.

3.7 For the purchase of equipment or tools, the Buyer may pay a security bond of 10% of the cost of the equipment or tools, which may be replaced if the Buyer wishes by a first call bank guarantee which will be valid until the end of the warranty period.

4. Delivery

4.1 The Products shall be delivered in accordance with the INCOTERMS® 2020 as negotiated between the Parties, to the place of use of the Products as determined by the Buyer.

4.2 The Buyer may reject or accept a delivery of a number of Products that does not correspond to the order, whether that number is lower or higher.

5. Delivery dates, Delays and Failure

5.1 The Supplier shall notify the Buyer immediately as soon as he realizes that it is going to be impossible to respect the delivery dates of Products or the completion dates agreed for Services, whatever the reason may be. This information does not exonerate the Supplier in any manner from the consequences resulting from incorrect execution of its contractual obligations.

5.2 If the Supplier does not deliver the Products or does not complete the Services on the agreed date, the Buyer could, if the context allows for it, give the Supplier a reasonable additional period of time for the delivery, to complete the Service or request a proportional price reduction. If the Supplier again fails to meet his contractual obligation on the new agreed date, the Buyer may appoint a third party to carry out the delivery of the Products or Service in place of the Supplier and at his expense and could terminate the Contract for negligence on the part of the Supplier.

5.3 The provisions of this Article are in addition to and not in substitution for the Buyer’s rights under law or equity.

5.4 It is mutually agreed between the parties that any clause of retention of title to the Products pursuant to which the transfer of the title to the Products would be subject to the payment of such Products is hereby excluded.

5.5 The Supplier shall comply with the Buyer’s specifications and to the standards and regulations in force with respect to the conditioning and packaging the Products (including labelling) and any related documents.

5.6 In case of Supplier’s breach of the Contract or Supplier’s failure to meet its contractual obligations, which is not remedied eight (8) days after giving written notice by registered letter with acknowledgement of receipt, the Buyer may at its sole discretion terminate the order and have it completed itself at the expense of the Supplier, without prejudice to damages that the Buyer would have the right to claim.

The Supplier shall not be deemed liable to the Buyer in the case of non-fulfilment or delay in fulfilling any of its obligations provided for in this Contract if this is due to any force majeure event. Force majeure event is an event beyond the control of the Supplier and which meets the conditions of Article 1218 of the French Civil Code. The Supplier prevented from fulfilling his obligation by a force majeure event should notify the Buyer immediately. The force majeure event suspends the obligations of the Parties for the duration of such event. However, if the force majeure event lasts longer than fifteen (15) consecutive days, the Buyer shall be entitled to terminate this Contract fifteen (15) days after giving written notice by registered letter with acknowledgment of receipt to the Supplier.

6. Certificate of Origin and Export Restrictions

6.1 On request, the Supplier shall promptly provide the Buyer with any certificates of origin with all necessary details completed and properly signed. This obligation also applies to documents relative to VAT when the Products supplied have been manufactured in the European Union or come from a country other than France.

6.2 The Supplier shall inform the Buyer immediately if the Product to be delivered is partly or wholly subject to export restrictions under French or any other law.

7. Warranty

7.1 The Products and/or Services shall comply with the agreed specifications, shall be free from any defect in material and/or workmanship and shall be fit for the intended purpose.

7.2 The Products and/or Services of the Supplier shall comply with the state of the art and the Supplier shall inform the Buyer of any possibility for improvements or modifications. The Supplier guarantees to the Buyer the strict compliance with any and all applicable laws and regulations, including but without being limited to French and European regulations, as well as with applicable quality requirements and standards.

7.3 Unless otherwise agreed in the Contract, the period of the warranty rights set forth in Articles 7.1 and 7.2 above shall be twelve (12) months from the delivery date of the Product or from the performance date of the Services.

7.4 The Supplier shall repair any defect of the Product and/or resulting from defective execution of the Service, at its own costs and expenses. If it is not possible to repair the Products and/or to perform the Services, or if it is not reasonable to expect the Buyer to accept such performance or repair, the Supplier shall at its own costs replace the defective Products by Products which are free from any defect and/or to perform again the Services at the earliest opportunity. This shall not affect further legal claims beyond the scope of the warranty provisions.

7.5 In urgent cases or if the Supplier does not meet its contractual obligation (either by doing it itself or by having it done by a subcontractor), the Buyer shall be entitled at the Supplier's costs to take the necessary steps to execute this obligation itself or to entrust a third party to do so. The Buyer shall inform the Supplier before such steps are taken. If prior notification is not possible the steps necessary to avert damage may in urgent cases be taken without prior notification. Notwithstanding the above, The Supplier's warranty obligations remain unaffected, except where defects are caused directly and exclusively by the Buyer or a third party.

7.6 In the event that such repair or such performance is not possible, or it is unreasonable to expect the Buyer to accept it, the Buyer shall be entitled to terminate the Contract or to reduce the price of the Products and/or the Services according to the assessment criteria determined by the Buyer and the Supplier.

7.7 A warranty claim may be made at any time within the warranty period stipulated in Article 7.3 regardless of the length of time between the notification of the defect (or the moment when Buyer is aware of such defect) and the implementation of the claim against the Supplier.

7.8 The provisions of this Article 7 are without prejudice to the Buyer's rights under statutory provisions.

8. Quality

8.1 The Supplier shall set up, maintain and document a quality insurance system which is suitable in type and length for the Products to be delivered and/or Services to be performed in accordance with the latest state of the art.

8.2 In the event that the Supplier is required to intervene on the Buyer's premises, the validity of the Contract will be expressly conditioned on the prior justification by the Supplier of the establishment of a prevention plans system of a level of quality equivalent to the one of the economic interest group "*Qualité Entreprises*" (RCS Périgueux 392 670 501).

8.3 The Supplier authorizes the Buyer to carry out quality audits or follow-up on the premises to check the conformity of the quality system in relation to the contractual requirements according to terms to be established. These audits may be conducted by the Buyer or one of its representatives and when appropriate with the participation of the Buyer's customer.

9. Work and services performed within the Buyer's premises

When the Contract is performed in whole or in part at the premises of the Buyer or of a third party designated by the Buyer, the Supplier shall remain solely responsible for such performance. The same shall apply when performance has been subcontracted with the prior approval of the Buyer. The Supplier shall take, or will have the third party take, all measures necessary in accordance with the legal provisions and other indications in force on the aforesaid premises. The Supplier undertakes to respect all the legal provisions and other regulations in force, including labor law and tax law requirements. In this regard, the Supplier commits to proving to the Buyer that it has fulfilled its fiscal and legal obligations. The Supplier shall answer for any damages to people or property that may result from its services. On the Buyer's request, the Supplier shall provide a certificate of insurance that covers the consequences that could result from carrying out its services, especially in terms of professional indemnity insurance.

10. Products and/or Services Liability

10.1 In the event of any Product and/or Service liability claim brought against the Buyer, whether under French or any other law, the Supplier shall indemnify the Buyer to the extent the Supplier would be liable if such claim had been brought directly against

the Supplier. This is without prejudice to any contractual liability of the Supplier. The Supplier shall hold the Buyer harmless and indemnify it for any damages; to the extent the Supplier would be liable if such claim had been brought directly against the Supplier. This is without prejudice to any contractual liability of the Supplier in relation to the Buyer.

10.2 Costs incurred by the Buyer due to preventive measures taken by the Buyer to avoid or limit damages (e.g. recall actions) linked to defective Products of the Supplier and/or the Services performed by the Supplier, shall be borne by the Supplier as far as the Supplier is liable under applicable law.

10.3 The Buyer shall inform the Supplier if it intends to make a claim against the Supplier under the Articles 10.1 and 10.2. The Buyer will give the Supplier the opportunity to analyze the damage and to discuss any action to be taken.

10.4 The Supplier shall compensate the Buyer for all damages suffered by the Buyer, regardless of its nature or its cost and connected with a Supplier's act or omission relating to the Contract.

11. Intellectual Property indemnity

11.1 The Supplier warrants that the Products and/or their use don't infringe any intellectual or industrial property rights of a third party. In the case of infringement, the Supplier is fully liable and shall keep the Buyer harmless and indemnify it against any claims made by third parties against the Buyer.

11.2 Article 11.1 shall not apply if and to the extent that the Supplier has manufactured the Products in strict accordance with drawings, plans, models or other information imposed by the Buyer, unless the Supplier knew or could reasonably have known, that the production of the Products infringes industrial property rights.

11.3 The Supplier and the Buyer shall immediately notify each other of any potential or alleged infringements which come to their attention and liaise with each other to establish joint steps against the infringement claim.

11.4 The Supplier shall inform the Buyer of any intellectual or industrial property rights or applications for such rights related to the Products, both published or not, which are owned by the Supplier or licensed to the Supplier.

12. Plans, Documents and Equipment made available to the Supplier

12.1 Plans and other documents, devices, models, tools, Specific Tools and other manufacturing equipment (hereafter "Equipment") made available to the Supplier by the Buyer for the Contract execution remain the property of the Buyer.

12.2 "Specific Tools" means any tools ordered by the Buyer and manufactured by the Supplier or under its responsibility, which must be used by the Supplier solely for the manufacturing of parts ordered by the Buyer to the Supplier.

12.3 The Equipment shall not be destroyed or made available to third parties (e.g. at the end of the manufacturing process) without the prior written agreement of the Buyer. Moreover, the Equipment shall be used solely for the purposes stipulated in the Contract. For the duration of the Contract, the Equipment shall be securely stored, maintained and insured by the Supplier on behalf of the Buyer at the Supplier's expense.

12.4 The Supplier shall return the Equipment to the Buyer immediately on completion of the Contract, unless the Buyer asks for its return earlier. The Supplier shall destroy any copies that it has made for the purpose of the Contract.

12.5 Preventive maintenance and replacement of all or a part of the Equipment shall be carried out in accordance with the respective agreements between the Supplier and the Buyer.

13. Intellectual property on Products delivered and Services provided

It is expressly agreed between the Parties that the prices agreed include the assignment and transfer to the Buyer of all plans, drawings, processes, inventions, specific software, information, products and goods produced in the context of the Contract, regardless of their format. Therefore, the Supplier assigns and transfers all the related intellectual and industrial property rights, worldwide, for the duration of the validity of these rights and without any limitation.

These rights include the rights of:

- reproduction, representation, publication, by any means and in any formats or places;
- modification, maintenance, correction, incorporation into other designs, transcriptions, translation, development or adaptation of work carried out and design of derivative works;
- use, commercialization and exploitation in any form whatsoever with possibilities to assign or give licenses on such rights.

The Supplier shall give the Buyer any information or document needed to apply for industrial or intellectual property rights of any type.

14. Confidentiality

The Supplier shall consider the Contract as confidential and to this end shall not make it known to third parties or let them know that it is the Supplier for the Buyer without prior written agreement of the Buyer.

The Supplier commits to keeping all information received from the Buyer or to which it has had access, confidential. In particular, it shall take all necessary measures in order not to transmit or disclose this information to third parties. This obligation of confidentiality shall be valid and in force throughout the duration of the Contract as well as for five (5) years after its expiration or termination. In the event third parties, especially sub-contractors approved by the Buyer, need confidential information to fulfil the Contract, the Buyer may authorize, in writing and in advance, the communication of such information within the limit and for the duration of the tasks assigned to them.

15. Termination of Contract

The Contract or part of it may be terminated by the Buyer in case of breach by the Supplier of one of the obligations not corrected within fifteen (15) calendar days after receipt of a Buyer's notification or if the Buyer's customer terminates or cancels the project for which the Buyer ordered Products from the Supplier. Termination for Supplier's breach shall oblige Supplier to compensate the Buyer for the resulting damage. In the case of termination that results from a decision of the Buyer's customer, the liability of the

Buyer shall be limited to the payment of Products manufactured or Services provided by the Supplier, in accordance with the Contract until the date of termination.

16. Personal Data

16.1 Each Party undertakes to comply with the legal and regulatory provisions in force regarding personal data, and especially those of the EU Regulation (CE) 2016/679 on the protection of personal data. The Supplier warrants to the Buyer to comply with the rules relating to the processing of personal data if and when the Supplier has to process personal data on behalf of the Buyer under the Contract. As such, the Supplier guarantees in particular:

- a processing in accordance with the Buyer's instructions, the defined purposes and intended use, appropriate security standards, the required consent, and a retention period necessary for such processing;
- the exercise of the data subjects' rights and the prompt communication to the Buyer of any data breach;
- a recourse to subcontracting only with the prior and written approval of the Buyer, provided, however; that any subcontracting must be subject to a written agreement concluded with the subcontractor imposing to this latter the same obligations as those of the Supplier, the Supplier remaining fully liable to the Buyer for any breach by the subcontractor.

16.2 Data subjects have the right to access, rectify, erase, restrict, and object to the processing of their personal data, as well as the right to lodge a complaint with the CNIL.

16.3 Any legal or regulatory developments with regard to personal data protection and privacy, which could give rise to reinforcement of the parties' obligations under this article, will be implemented as soon as possible by the parties and at their own costs.

16.4 In the event the purpose of the Contract is the processing of personal data, the parties expressly agree to enter into a separate data processing agreement.

16.5 At the end of the Contract and unless otherwise provided for by law or by contract, the Supplier undertakes to immediately destroy or return to the Buyer any and all personal data that was processed under the Contract.

16.6 In case of any questions on this matter or to exercise their rights, data subjects may contact the Buyer's DPO at the following email address: dpoautomotivefrance@aumovio.com

17. Miscellaneous

17.1 Any assignment of rights or obligations by the Supplier is subject to the prior written consent of the Buyer.

17.2 The nullity of a provision of the Contract does not affect the validity of the other provisions of this Contract. Moreover, in case of nullity of the Contract for whatever reason, this shall not lead to the restitution of Services already rendered.

17.3 The Contract shall not be fulfilled in full or in part by a subcontractor of the Supplier without the prior written agreement of the Buyer. The Supplier undertakes to have its subcontractors respect all the commitments towards the Buyer, but the Supplier shall remain fully liable to the Buyer for the fulfilment of the Contract.

17.4 The Parties are acting independently of each other and agree that neither the Contract nor the order could create any economic dependence of one party on the other.

18 PLACE OF JURISDICTION - APPLICABLE LAW

18.1 ANY DISPUTE CONCERNING THE CONTRACT, THE TRANSFER, INTERPRETATION, EXECUTION OR TERMINATION OF THIS CONTRACT SHALL BE REFERRED TO THE APPROPRIATE COURT UNDER THE JURISDICTION OF THE PARIS COURT OF APPEAL WHICH SHALL HAVE EXCLUSIVE JURISDICTION.

18.2 THE CONTRACT SHALL BE GOVERNED EXCLUSIVELY BY THE SUBSTANTIVE LAWS OF FRANCE TO THE EXCLUSION OF (i) THE RULES ON CONFLICT OF LAWS (ii) AND UNITED NATIONS CONVENTION ON CONTRACTS FOR THE INTERNATIONAL SALE OF GOODS (CISG) OF 11 APRIL 1980.

18.3 NOTWITHSTANDING THE ABOVE, IF A "STRATEGIC SUPPLIER CONTRACT" GOVERNING THE COMMERCIAL RELATIONSHIP AT GROUP LEVEL EXISTS BETWEEN THE SUPPLIER AND THE BUYER, AND IF THE BUSINESS RELATIONSHIP, THAT IS THE SUBJECT OF THE ORDER, INCLUDES A FOREIGN ELEMENT THE PLACE OF JURISDICTION AND THE APPLICABLE LAW FOR THE ORDER SHALL BE THOSE PROVIDED FOR IN THE AFORESAID "STRATEGIC SUPPLIER CONTRACT".